

Nous avons un avenir extraordinaire devant nous si nous savons modifier la nature à notre profit. Nous pouvons imposer notre volonté à la nature, par exemple dans le domaine de la manipulation génétique des plantes par les hormones. Au moment même où nous devrions concentrer nos efforts dans cette direction, le gouvernement rétrograde et, du revers de la main, décide de traiter certains secteurs de l'économie et de la nation comme de simples objets dont on peut se passer.

Je ne dis pas qu'il faut dépenser pour nous libérer de nos dettes ou pour résoudre nos problèmes. Mais je dis que si l'on veut essayer d'envisager nos points forts et nos perspectives d'avenir, on s'apercevra que ce n'est pas dans le secteur de l'enseignement postsecondaire que nous ne devrions réduire nos dépenses. Nous ne devrions même pas y songer; au contraire, nous devrions faire tout notre possible pour accroître nos efforts de recherche et nos moyens d'augmenter notre productivité. En fait, il y a presque de quoi être gênés. On me dit que le gouvernement fédéral a dû s'intéresser à l'enseignement postsecondaire parce qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale nombreux étaient les anciens combattants démobilisés qui voulaient fréquenter l'université. Mais il n'y avait pas assez de place pour les accueillir. Je rends hommage au gouvernement libéral de l'époque, car il a relevé le défi. Il est intervenu et a fourni des fonds supplémentaires.

Nous sommes à bien des égards confrontés au même défi aujourd'hui. Nous sommes dans un état de crise. Le Canada doit soutenir la concurrence des autres pays du monde. Le Japon et Taïwan ne misent plus seulement sur la main-d'œuvre. Ils adoptent la technologie de pointe car ils savent qu'ils ne peuvent demeurer compétitifs sans elle. Au moment même où ces changements s'opèrent dans le monde, le gouvernement veut que nous ne donnions pas leur dû aux ressources intellectuelles. Voilà ce qui est tragique dans le cas du projet de loi à l'étude.

Financement des programmes établis

J'aimerais faire remarquer une ou deux choses dans les quelques instants qui me restent. Je me permettrai de dire que je me sens embarrassé de voir qu'on présente à la Chambre un projet de loi qui refuse son dû au pays car il compromet notre avenir. Je ne me sens pas particulièrement fier de participer à son étude. S'il y avait des libéraux de l'ancienne école pour nous écouter aujourd'hui . . .

Une voix: N'importe quels libéraux.

M. Mayer: Je n'en sais rien, mais il est évident que certains des députés d'en face vont voter en faveur du projet de loi et c'est pourquoi je ne les considère pas comme des libéraux de l'ancienne école. Ceux auxquels je fais allusion ont compris les défis du passé et les ont relevés. Nous avons aujourd'hui un gouvernement entouré de flagorneurs, de parasites et de dilettantes qui n'ont aucune foi en l'avenir.

Au cours de la dernière session, nous avons été saisis d'un projet de loi sur la faillite, très révélateur de l'état dans lequel se trouve le gouvernement actuel. Nous avons été affligés trop longtemps de ce genre de gouvernement. Plus tôt nous aurons des élections pour débarrasser le pays de cette source d'affliction et de ce joug, plus tôt nous pourrons entrevoir l'avenir avec confiance et mieux nous nous porterons.

Des voix: Bravo!

M. le vice-président: Le temps de parole du député est à peu près expiré; il ne reste plus que quelques secondes. La Chambre est-elle d'accord pour dire qu'il est 18 heures?

Des voix: D'accord.

M. le vice-président: Comme il est 18 heures, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, conformément à l'article 2(1) du Règlement.

(A 18 heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)